

Mobilisé·es le 29 septembre pour nos salaires, pour nos emplois, pour la Fonction publique

Dans un contexte marqué par une inflation galopante et le besoin d'investir fortement dans la Fonction publique, le gouvernement refuse de s'engager sur une nouvelle augmentation de la valeur du point d'indice. Alors que la hausse de 3,5 % qu'il a dû consentir au 1^{er} juillet ne compense pas l'inflation enregistrée depuis le 1^{er} janvier, ce blocage gouvernemental est intolérable autant qu'irresponsable.

Les conditions de rémunération des personnels de la Fonction publique fragilisent leur situation et mettent de ce fait les missions en danger, au détriment de l'intérêt général. C'est l'avenir même de la Fonction publique qui est menacé par la perte d'attractivité, dont témoignent notamment démissions et difficultés de recrutement qui touchent un nombre croissant de secteurs.

Pourtant, la situation de crise que connaît le pays rend leurs missions encore plus importantes pour préserver les conditions de vie et permettre l'accès aux droits les plus essentiels de la population, des jeunes, des salarié·es, des chômeur·euse·s, des retraité·es...

De plus, les nouveaux décrochages salariaux dans la Fonction publique que le gouvernement prévoit d'assumer ne peuvent qu'aggraver les inégalités de rémunération entre les hommes et les femmes!

Tout en reprenant le chemin de l'austérité salariale, le gouvernement projette de surcroît de rouvrir le dossier des retraites, contre l'avis de l'ensemble des organisations syndicales. Macron et sa majorité entendent donc nous faire travailler plus longtemps pour des salaires qui continueraient d'être rognés par l'inflation.

C'est inacceptable!

Dans ce contexte, l'intervention des travailleuses et travailleurs avec leurs organisations syndicales est indispensable pour faire bouger les lignes. Évidemment insuffisante, la mesure de 3,5 % au 1^{er} juillet constitue une brèche qu'il s'agit maintenant d'élargir: la hausse du point d'indice est le meilleur moyen de procéder à une augmentation générale des salaires dans la Fonction publique, réalité que le gouvernement a lui-même été contraint de reconnaître.

Les luttes sectorielles sont nombreuses, qui permettent de gagner des avancées. Nous avons aussi besoin d'élever le niveau du rapport de force au plan national pour gagner des mesures générales, qui s'appliquent à toutes et tous. C'est pourquoi, nos organisations appellent les personnels de la Fonction publique à s'emparer de la journée unitaire d'action interprofessionnelle du 29 septembre.

Pour nos conditions de vie et pour l'égalité professionnelle, la solidarité est notre meilleure arme!

**Pour nos salaires et déroulements de carrière,
pour préserver nos droits à la retraite,
pour les missions et les emplois publics,**

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, AGISSONS!